

# Cercle Condorcet de Paris La Lettre

<http://cercle-condorcet-de-paris.org>

lettre n°46 mai 2019

## Édito

Ces cinq derniers mois ont été marqués en France par le mouvement des « gilets jaunes ». Inattendu, atypique, frontal et dispersé, social et politique, convivial et parfois violent, ce mouvement se caractérise par de multiples épithètes, mais il paraît sans but défini et par voie de conséquence sans fin. Anti taxe, anti limitations de vitesse, il revendique la démission du président et une démocratie directe. Anti pouvoirs donc. Il revendique aussi plus de justice sociale. Ce mouvement a acquis une certaine popularité, d'autant plus que les réformes lancées par Emmanuel Macron ont suscité force opposition et défiance : ISF, APL, Travail, CSG ( notamment sur les retraites ), SNCF, etc. : lutter contre une fiscalité trop lourde est assez fédérateur. Sont-ils en fin de compte des damnés du territoire ?

## Sommaire

### *Édito*

par Bernard Wolfer p.1

### *Plénière du 8 novembre 2018*

Les neurosciences et l'Education :  
Liaisons, raisons et déraisons.  
par Grégoire Borst p. 2

### *Plénière du 17 décembre 2018*

Les enjeux de la culture dans une société  
inégalitaire.  
par Michel Guerrin p. 4

### *Plénière du 14 janvier 2019*

La Présidence Macron à l'épreuve du temps  
démocratique.  
par Jean-Daniel Lévy p. 8

### *Tribune Libre*

Les damnés du territoire.  
par Bernard Wolfer p. 10

Jean Daniel Lévy (Harris Interactive) a observé combien les sondages et analyses d'opinion alertaient dès le printemps sur ces insatisfactions françaises et la concentration du rejet sur la personne du Président de la République, lui-même s'affichant jupitérien. La présidence Macron s'est ainsi mise à l'épreuve d'un temps démocratique. Les français sont attachés à des valeurs autant qu'à des exigences démocratiques, heurtées par des projets jugés technocratiques.

Parmi ces valeurs, l'égalité est essentielle. Michel Guerrin nous a exposé son inquiétude devant une politique culturelle (Etat plus Régions) qui, depuis soixante ans, accroît les différences d'offres culturelles et maintient une forme de discrimination sociale, bien qu'elle prétende participer à une démocratisation culturelle. Culture pour les plus riches et aussi pour les plus « vieux », difficile d'en sortir nous dit-il.

Enfin, Grégoire Borst nous a montré les liens possibles entre les neurosciences et les apprentissages. Pour certains, les neurosciences pourraient révolutionner les formes de l'éducation. Il est expliqué ici qu'elles ne peuvent être prescriptives, servant plutôt à observer, accompagner, à confirmer ou infirmer les pratiques éducatives. En particulier, elles peuvent devenir un puissant outil modélisateur pour expérimenter tout ce qui peut réduire les inégalités en matière d'acquisition de savoirs.

Bernard Wolfer, Président

### LES NEUROSCIENCES ET L'ÉDUCATION : LIAISONS, RAISONS ET DÉRAISONS ?

Grégoire Borst<sup>1</sup>

---

Existerait-il une rupture, voire une opposition entre les neurosciences cognitives et la pédagogie ? Après les travaux de Piaget, la pédagogie semblait pourtant avoir trouvé une assise scientifique, or la voici clouée au pilori au nom des sciences cognitives et de l'imagerie cérébrale. La « neuroéducation » qui s'insère dans le paysage scolaire est-elle une simple mode, une nouvelle martingale ou un courant durable ?

Grégoire Borst apporte ici son éclairage de professeur de psychologie du développement et de neurosciences cognitives de l'éducation. Ses recherches ont pour objectif de déterminer : le rôle du contrôle inhibiteur dans le développement neuro-cognitif de l'enfant et de l'adolescent dans certains apprentissages scolaires ; le degré de généralité et de spécificité du contrôle inhibiteur à différents âges ; et les contraintes cérébrales précoces et tardives sur le développement cognitif et sur les apprentissages scolaires.

Pour introduire le sujet, Yves Zarka souligne le chemin parcouru depuis la célèbre controverse de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle entre Volta et Galvani sur l'origine de « l'électricité animale » jusqu'aux techniques contemporaines d'enregistrement de l'activité nerveuse, dont l'imagerie cérébrale qui offre le tour de force de travailler sans aucun dommage avec un sujet en totale conscience.

Ces techniques peuvent-elles être un facteur de progrès de l'enseignement ? Que penser de l'affirmation du ministre Jean-Michel Blanquer selon lequel « la pédagogie doit être fondée sur la preuve » ? Pourquoi un ministre cherche-t-il à évacuer la responsabilité du politique dans les réformes scolaires ? La technocratie qui fait de la science sa prescription a montré sa limite et ses dérives. Personne ne conteste la nécessité

d'informer la pratique des professionnels de l'école par la recherche. Doit-on pour autant dénier à la pédagogie sa part d'art, synonyme de liberté – qui ne va pas sans éthique – indispensable à l'innovation et à l'adaptation de l'éducation ?

Grégoire Borst revient sur la longue tradition de lien entre la psychologie des apprentissages et l'enseignement. Il évoque les figures du psychologue Alfred Binet, de Jean Piaget, de Lev Vygotski et Jérôme Bruner. Il peut ainsi affirmer que le lien entre activation cérébrale et processus cognitif est établi sans ambiguïté.

#### • La neuro-imagerie cérébrale

C'est un outil de plus pour informer l'éducation, parmi d'autres : didactique, linguistique, sociologie, psychologie, etc. L'IRMf (imagerie par résonance magnétique fonctionnelle) telle qu'elle est utilisée chez l'enfant n'est pas invasive car elle n'emploie pas de traceur injecté, offrant la possibilité de multiplier les tests. Une précision : l'imagerie enregistre l'activité de populations de neurones de l'ordre de plusieurs millions. Le laboratoire du CNRS auquel Grégoire Borst est rattaché – LaPsyDé – est un lieu de recherche en psychologie expérimentale dans lequel on utilise aussi des plateformes de neuroimagerie. On y étudie surtout les erreurs commises par les élèves dans certaines situations scolaires. On part des observations faites par les enseignants dans les classes. Les chercheurs observent en classe les écoliers, âgés de 5 à 11 ans, les préparant soigneusement, avec l'enseignant, à l'expérience qu'ils vont vivre dans le tunnel de l'appareil, 20 à 25 minutes allongés sans bouger. Bien entendu cela ne fait pas sans le consentement éclairé de l'enfant et de ses représentants légaux.

Le cerveau effectue un processus de maturation depuis la période prénatale jusqu'à l'âge adulte. Il fait aussi preuve de plasticité et de vicariance ou flexibilité.

Les aires postérieures, sensorimotrices, mûrissent en premier. Le cortex préfrontal, situé à l'avant, mûrit plus tardivement, jusqu'à l'âge de 25 ans. L'épaisseur

---

<sup>1</sup>- Grégoire Borst est Professeur de psychologie du développement et de neurosciences cognitives de l'éducation à l'Université Paris Descartes. Membre junior de l'Institut Universitaire de France.

du cortex passe par une phase d'augmentation, qui traduit le développement des connexions entre neurones, avant de diminuer du fait d'un processus de sélection de certaines synapses sous l'effet de l'adaptation à l'environnement. Ces processus ne se déroulent pas en même temps pour toutes les zones du cortex et s'effectuent à des rythmes différents. C'est ce qui explique que le développement ne soit pas linéaire mais dynamique, contrairement à la théorie des stades imaginée par Piaget.

- **La conservation du nombre**

C'est sur cette capacité que Piaget a commencé à imaginer sa théorie : stade sensorimoteur, stade des opérations concrètes, stade des opérations formelles. Le test classique consiste à présenter à un enfant deux alignements de jetons avec le même nombre de pièces mais dans l'un d'eux les jetons sont plus écartés, si bien que la longueur de l'ensemble est plus grande. A quel âge l'enfant comprend-il que le nombre s'abstrait des données physiques, comme ici la longueur ? Piaget met en évidence que c'est à partir de l'âge de 7 ans. Son interprétation selon laquelle l'enfant franchit un stade de développement est cohérente avec ses résultats. Mais depuis, on a obtenu de nouveaux résultats, y compris avec des bébés. Ceux-ci sont capables d'effectuer des opérations arithmétiques telles que  $5 + 5 = 10$ . Ils sont capables de statistiques bayésiennes (sur de petits échantillons). Ils sont aussi capables d'attribuer des états mentaux à autrui, de choisir parmi deux personnages celui qui est le plus altruiste et coopératif. Tout ceci ne colle pas avec la théorie des stades.

- **Automatisme et résistance à l'automatisme**

D'où cette nouvelle interprétation des résultats : capacité ou non de l'enfant, et aussi de l'adulte, à résister à un automatisme (une heuristique) qui s'est créé par l'expérience spontanée du sujet dans un environnement qui tend à renforcer, par les outils pédagogiques, l'assimilation nombre et longueur. L'IRM révèle une région du cortex pariétal qui s'active quand le sujet effectue des tâches numériques (le « sens du nombre »). Une région du cortex préfrontal s'active chez ceux qui réussissent la tâche de conservation : c'est la zone de résistance aux automatismes. Le modèle testé au

LaPsyDé fait intervenir 3 systèmes.

L'idée d'une résistance cognitive et d'une maîtrise de l'impulsivité est née aux USA dans les années 1960. Elle est illustrée par une expérience menée chez des enfants à qui l'on offre une guimauve, en leur disant que s'ils attendent sans la manger le retour de l'expérimentateur, ils en auront deux. On mesure alors la durée entre le moment où l'adulte s'éclipse et celui où l'enfant mange la friandise. On dispose de films montrant comment les enfants trouvent diverses façons de résister à la tentation.

La capacité de contrôle de soi apparaît de nos jours comme le facteur principal de réussite scolaire, devant les paramètres habituellement convoqués : le QI, le niveau socioéconomique. La variabilité interindividuelle en matière de contrôle de soi dans l'enfance explique en bonne part la variabilité à l'âge adulte, même si le facteur socioéconomique joue aussi. C'est le résultat d'une étude longitudinale qui a suivi 1000 individus de l'âge de 4 ans à celui de 30 ans.

- **Testez-vous !**

Problème 1 : Un stylo et une gomme coûtent 1,10 €. Le stylo coûte 1€ de plus que la gomme. Prix de la gomme ?

Problème 2 : Une banane et un ananas coûtent 2,90 €. L'ananas coûte 2€. Prix de la banane ?

Le problème 1 est « à piège », pas le 2. Beaucoup d'évaluations scolaires sont « à piège », y compris les tests internationaux PISA. La progressivité des apprentissages utilisée à l'école renforce les automatismes, or cela ne signifie pas que l'enfant est incapable de raisonnement logique.

- **La pédagogie expérimentale**

On effectue un « pré-test » puis un « post-test » après une phase d'apprentissage. En même temps, on regarde à l'IRM quelles zones s'activent. On a étudié des opérations mathématiques (ex. comparer les fractions  $7/4$  et  $7/3$ ) ; des conceptions naïves (ex. flotte / coule, vivant / non vivant). Ces dernières ne disparaissent pas mais coexistent avec les conceptions scientifiques, même chez des adultes experts du domaine. D'autres travaux ont été conduits sur : la discrimination de lettres et de mots, la perspective autocentrée et l'adoption d'un point de vue hétérocentré. Ils montrent qu'on peut entraîner la résistance cognitive.

## LES NEUROSCIENCES ET L'ÉDUCATION : LIAISONS, RAISONS ET DÉRAISONS ?

---

Pour conclure et continuer à discuter Grégoire Borst déplore que le modèle piagétien continue d'être enseigné dans les écoles de formation des maîtres alors qu'il est rejeté depuis plus d'un demi-siècle. La recherche ne fait pas assez appel à l'expertise des enseignants qui repèrent très bien les situations scolaires liées à l'absence de blocage des automatismes.

Cette collaboration avec l'éducation nationale est pourtant très productive. Mais attention : les neurosciences appuyées sur la neuroimagerie sont une technologie dont on n'a pas besoin en pédagogie. De son côté la psychologie des apprentissages met en évidence des processus et des pratiques que certains enseignants ont utilisés intuitivement : cela renforce ses résultats. Elle permet aussi de proposer des mises en situation aux élèves.

Selon Grégoire Borst, la réduction des inégalités passe par le transfert des méthodologies pour

apprendre avant de confronter les élèves aux apprentissages du programme. Notre système éducatif a été construit sur l'inverse, laissant les élèves inférer tout seuls sur comment apprendre. Il est regrettable que le cerveau ne soit abordé dans le programme scolaire qu'à partir de la fin du collège. En parlant du cerveau et de ses propriétés avec des enfants de maternelle on peut en faire un levier pour les apprentissages. Les jeux traditionnels comme 1 2 3 Soleil ou Jacques-a-dit sont propice à entraîner la résistance aux automatismes.

Interrogé sur la création par le ministre du Conseil scientifique de l'éducation, Grégoire Borst précise que son labo n'a pas souhaité en faire partie, en raison de sa logique top down. Sur la question de l'art et de la neuro esthétique l'intervenant indique que l'on ne dispose pas encore de résultats probants sur le phénomène de la création artistique.

---

Synthèse par Yves Zarka  
membre du Cercle

---

## Plénière du 17 décembre 2018

---

### LES ENJEUX DE LA CULTURE DANS UNE SOCIÉTÉ INÉGALITAIRE

Michel Guerrin <sup>1</sup>

---

La France est un des pays au monde parmi les plus privilégiés en matière de culture. Le Cinéma par exemple : chaque mercredi, huit à dix films français sortent. Grâce au prélèvement d'une taxe sur chaque billet et à un mécanisme de redistribution, les films les plus populaires financent les plus difficiles. Nous avons aussi une politique du livre : le prix unique du livre mis en place par Jack Lang en 1981 ; un taux de libraires des plus élevés au monde rapporté au nombre d'habitants. Des festivals, des grands Musées etc... Ce paysage est merveilleux...

#### • La politique d'Etat et des collectivités locales

Cette politique culturelle publique est conduite par l'Etat, à hauteur de 4 milliards d'€, et par les Collectivités locales pour 10 milliards d'€.

Pour juger de politique culturelle, il faut s'appuyer

sur des sources sûres. Les plus fiables sont les études diligentées par le Département des Etudes Prospectives et des Statistiques du Ministère de la Culture lui-même. La première date de 1973 et porte sur « Les pratiques culturelles des français », ce qui sous-entend que l'on va observer ce que les gens vont voir, écouter, mais sans bien connaître ces publics. L'étude suivante date de 1982, à l'arrivée de Jacques Lang et a été réalisée par un organisme de sondage, avec un échantillon très large (10 000 personnes) à la demande du Ministère de la Culture.

Mais la grande étude qui met le projecteur sur tous les problèmes date de 1997. Jack Lang est là depuis 10 ans et l'on peut vraiment voir les résultats de sa politique. Que disent ces études : que les milieux

---

<sup>1</sup>- Michel Guerrin est Rédacteur en chef au journal Le Monde  
Son propos porte critique sur les politiques culturelles mais en aucun cas sur la culture elle-même ou sur les cultures en général.

populaires, les ouvriers, les artisans, les gens qui ont des revenus modestes, mais qui travaillent, sont de moins en moins des pratiquants de la culture dite « institutionnelle », celle que défendent l'Etat et les Collectivités locales. Ces publics vont de moins en moins au théâtre, lisent de moins en moins, vont de moins en moins écouter de la musique classique, de moins en moins à l'Opéra. Le cinéma est le secteur qui résiste le mieux, touchant un public diversifié, à la fois les jeunes, les vieux, les gens modestes. Les musiques populaires également. Musiques françaises, Pop, musique américaine etc... L'Opéra, on s'y attendait un peu, mais la désaffection du Théâtre interroge davantage car cet art a été important pour fédérer l'ensemble des publics.

Souvenons-nous des Jean Dasté, Jean Vilar et de ceux qui étaient dans leur mouvance. Ils avaient un public populaire. Les ouvriers allaient au Théâtre et écouter de la musique. Jusqu'aux années 60, on avait des publics très panachés. C'est à partir de 1990 que l'on observe un basculement qui ne fait que s'accroître depuis.

Pour trouver la raison de cette situation, il faut remonter à 1959 avec l'arrivée d'André Malraux au Ministère des affaires Culturelles, Ministère qui fédérait l'Education, la Jeunesse et les Sports, l'Equipement, l'Economie, et les Affaires étrangères.

Malraux (1959/69) arrive avec cette conviction que les gens iront à la culture s'ils subissent un « choc culturel », une émotion – c'est la pire des erreurs. Il pense que la force des œuvres est telle que leur contemplation suffit pour que les gens y adhèrent. Il va donc financer ce qui s'est appelé « l'excellence culturelle » : l'Opéra, les grands Musées, les grands Théâtres et créer une structure fédératrice de toutes ces formes d'art : les Maisons de la Culture (à ne pas confondre avec les MJC). Une petite dizaine sont ainsi créées : Bourges, Amiens, le Havre, Grenoble <sup>2</sup> ... (villes de province – Paris étant à part).

Pour Malraux, les dispositifs pédagogiques de compréhension des œuvres, ne servent à rien. Il s'agit moins de faire venir tout le monde à la culture que de permettre à tous ceux qui le souhaitent d'y accéder. Son public est celui déjà touché par la culture. Il supprime donc ce que l'on appellera « la

médiation culturelle ». Se retrouvaient là : les MJC, les associations comme la Ligue de l'enseignement, le travail social de terrain etc... Cela n'était peut-être pas toujours la promotion du meilleur de la culture, mais cela avait le mérite d'exister et de toucher un public, souvent d'origine modeste.

Ainsi, en 20 ans, les budgets alloués à la démocratisation culturelle sont laminés. Sur à peu près 1500 MJC existant sur le territoire dans les années 60, il ne reste à peu près que le quart. Pour Malraux, c'était un choix politique, car ce tissu associatif local était tenu par la Gauche et le PC, très impliqués dans l'éducation populaire. Les Maisons de la Culture sont certes des lieux importants de diffusion culturelle, mais elles sont en nombre limité. La vision culturelle est très « Beaux Arts », traditionnelle : grands musées, grandes Expositions (Toutânkhamon). Ce qui importe pour lui c'est de faire venir de grands artistes, de privilégier l'élite : « le meilleur pour le meilleur ». Il reste dix ans et les Ministres qui lui succèdent conservent le même logiciel, jamais contesté depuis.

En 1981, Jack Lang et la gauche arrivent au pouvoir. Lang opère un doublement du budget du Ministère de la Culture. Mais il poursuit et amplifie la politique de l'offre. Prenant acte d'un tissu culturel terriblement vieilli, il lance une politique de grands travaux exceptionnels : l'IMA – l'Opéra Bastille – le Grand Louvre – l'Arche de la Défense. On peut porter à son crédit la rénovation des établissements culturels en Régions, une politique patrimoniale importante négligée jusqu'alors, ainsi qu'une politique du Livre. Il élargit la notion de culture, « l'assiette culturelle », en y faisant entrer les musiques populaires comme le Rap et d'autres, mais aussi la gastronomie. Il apporte des moyens. Mais de 81 à 88 il ne fait quasiment rien en médiation culturelle. Ceci témoigne également d'un certain mépris pour la culture associative locale, les petites troupes de théâtre, les réseaux d'apprentissage, mettant ainsi de côté une approche très importante dans les années 50/60.

En 1989 les résultats d'une étude génèrent un malaise. En sept ans, la composition du public culturel n'a absolument pas bougé, alors que la fréquentation augmente énormément.

L'offre crée une plus grande demande. Le problème, c'est que c'est toujours pour les mêmes. Une

---

<sup>2</sup>- Caen – Firminy – Thonon - Rennes

personne qui n'allait que deux fois au théâtre y va dix fois. Celui ou celle qui va à l'Opéra y va dix fois au lieu de cinq et ce grâce à des systèmes d'abonnements et la mise en place de tarifs avantageux. En fait, toute la politique visant à démocratiser la culture se limite à favoriser au mieux les passionnés de culture.

### • Deux statuts sont possibles

Pourtant, en matière de culture, deux statuts sont possibles : celui d'usager de la culture ou celui d'acteur, ils ne sont pas nécessairement à dissocier. Mais que penser d'un Etat qui se satisfait de voir croître le public en terme de fréquentation, sans se préoccuper de « qui sont ces gens » ? Arrivent alors les problèmes des banlieues et avec eux le chômage de masse, l'insécurité, la dislocation sociale, la dislocation de la cellule familiale et l'on se dit : « la culture aurait peut être un rôle à jouer » ?

Le second mandat de Lang se situe de 88 à 93. Pendant deux ans, il est Ministre de l'Education Nationale avec Catherine Tasca à la Culture. Ensemble, ils mettent en place une véritable politique d'éducation à la culture à l'école. Cela ne durera que deux ans et à l'échelle de l'éducation, ce n'est rien ; mais ça a eu le mérite d'exister.

Le débat sur la démocratisation culturelle à l'Ecole s'est toujours joué sur deux registres, deux philosophies qui s'affrontent :

- faut-il multiplier les cours avec des professeurs, comme dans les autres disciplines ?
- faut-il passer par la pratique ? Chose qui se faisait déjà un peu, sans grand résultat (cf : la flûte à bec...)

La bonne idée de Tasca et de Lang, c'est de faire un mixte, pratique/théorie, via l'introduction dans toutes les écoles (en primaire, un peu en secondaire), de « professeurs/artistes », qui pratiquent un art, et savent en parler. La réussite de leur démarche tient au fait que sur cette période, Education et Culture vont politiquement de pair. Mais il y a deux freins à ceci : la résistance des enseignants, estimant les programmes trop chargés. Et bien sûr l'argent. Investir dans la culture alors que les effets ne se manifesteront que des années après n'est politiquement pas « rentable ». C'est

également la position du gouvernement actuel.

Les nombreux Ministres qui se sont succédés ensuite ne venaient pas de la Culture. Depuis que Lang est parti, la Culture n'est plus une priorité. Sous Nicolas Sarkozy, le budget alloué à la culture est resté constant. C'est avec François Hollande que les choses se sont aggravées. Bien que Président de gauche, il a diminué ce budget. Et tous les Ministres qui se sont succédés depuis n'ont cessé de parler de démocratisation culturelle sans passer aux actes.

Les générations de « Babyboomers » (60 ans et +), qui sont actuellement les principaux bénéficiaires des politiques culturelles publiques, sont condamnées à disparaître d'ici 10 à 15 ans. Ceci signifie que nous allons avoir des établissements culturels de très haut niveau sur tout le territoire, surtout fréquentés par des gens âgés et aisés. Et ensuite ?

Dernier élément qui va encore aggraver les choses : internet et les écrans. Nouvelles technologies qui vont accroître un peu plus la consommation culturelle en parallèle à cette culture « légitime » sur laquelle l'Etat et les Collectivités locales mettent l'accent. Mais c'est une culture de « niches » qui touche aux arts actuels, lesquels croisent les arts visuels et les musiques essentiellement (musiques du monde, musiques populaires). La situation actuelle est donc problématique.

### • Trois leviers sur lesquels agir

Les trois leviers sur lesquels agir pour aller vers plus de démocratisation de la culture seraient : la famille, l'école et les structures de proximité.

La cellule familiale joue un rôle essentiel. De nombreuses études le confirment. Or, l'incitation, l'encouragement des jeunes par les parents à aller au spectacle, voir des expos, aller au concert, ne fonctionne plus. Si personne ne dit au jeune : « Va voir, ceci ou cela, lis ce roman... », le pli ne sera pas pris. Mais comment remédier à cet état de fait ? Situation inquiétante également s'agissant de la lecture, le roman est en perdition. Le marché du livre tient surtout par la BD, toute la littérature de jeunesse, tout ce qui est sciences humaines un peu grand public. On n'a jamais produit autant de livres et

à une telle vitesse.

Le second lieu où agir serait l'École, mais sans volonté politique venant d'en haut et mise en œuvre par un seul Ministre à la tête d'un seul ministère de l'Éducation et de la Culture, rien ne sera possible. Qui plus est, la télévision publique est elle aussi en difficulté. Autant « la différence » est perceptible entre radios publiques et privées, autant celle-ci elle est inexistante s'agissant de la télévision. Seule, ARTE se distingue, mais ce n'est pas une chaîne nationale populaire, c'est une chaîne de niche vue par très peu de gens. La télévision n'a jamais été incitée à donner dans la culture et toutes les émissions qui ont existé un temps ont disparu.

Le troisième point important sur lequel agir serait une politique forte de la culture de proximité, avec le tissu culturel local qui a l'énorme avantage de toucher des gens. Le premier contact pouvant engendrer un second puis un troisième... susceptible de conduire au Louvre, à Beaubourg ou à l'Opéra... Nous sommes nombreux à avoir connu ou fréquenté ces établissements de proximité, tels les MJC, à la fois lieux de spectacles et de pratiques où l'on pouvait être à la fois acteur et spectateur.

### • Des budgets amputés

L'État estime que le financement de ces structures incombe aux Collectivités locales, lesquelles perçoivent ces lieux comme politiquement incontrôlables. Si les maires de province suppriment les crédits à ces structures, c'est aussi parce que ça ne les intéresse pas, parce qu'ils veulent faire de la culture « comme à Paris ». Ils veulent leur Grand Théâtre, leur grande Maison de la Culture s'il y en a une, un Opéra (qui coûte une fortune), un grand Musée, ce dernier devenant un lieu de vie avec restaurant, salles de séminaires et n'étant plus seulement un lieu où l'on voit des œuvres. Il faut savoir que les Collectivités locales ont réduit d'un tiers leur budget culturel en cinq ans. L'État ayant réduit ses dotations aux villes, le premier budget qu'elles amputent, c'est celui de la culture.

Dans le programme de l'actuel Président de la République, la culture de proximité est centrale, sauf que la seule réponse pour cette priorité, c'est le « pass-culture » remis à chaque jeune lors de ses 18 ans. On change de logiciel ; on rompt avec la

politique de l'offre pour aller vers celle de la demande. Mais quel usage sera fait de cette somme ? Prendre un abonnement à Netflix, acheter un jeu vidéo plutôt qu'aller au théâtre, à l'Opéra ou acheter un roman ?

Pour tout le reste, rien dans le programme gouvernemental. L'obstacle majeur est l'argent et tant qu'on n'en mettra pas plus sur ce secteur culturel, rien ne pourra évoluer. La démocratisation culturelle coûte très cher. C'est le vrai problème. Par ailleurs, les études montrent que la gratuité ne favorise en rien la démocratisation de la culture.

Le mouvement des « gilets jaunes » est intéressant à observer sur cette question de la culture. C'est un sujet qui n'a pas fait partie de leurs revendications ; il ne faut pas s'en étonner. Ce mouvement est essentiellement composé de gens des classes moyennes et inférieures. Pour la grande majorité, ce ne sont pas des riches, mais ce ne sont pas non plus des très pauvres. C'est pour la plupart des « blancs » péri-urbains qui n'ont aucun équipement culturel à proximité. Ces personnes sont totalement hors des radars de la culture institutionnelle, dite « légitime » et noble. Elles aiment les spectacles d'humour, les spectacles populaires (la France de Johnny). Elles ont une culture liée à la télévision avec de grands chanteurs, des bestsellers... Tout ce que méprise la culture institutionnelle. Ces gens sont donc absents et même invisibles pour les radars culturels et de ceux de l'État. On peut estimer que ce n'est pas un problème. Après tout, pourquoi tout le monde irait au théâtre ou au cinéma ? Mais à l'inverse, pourquoi toutes ces personnes n'iraient-elles pas ?

La démocratisation culturelle dans notre pays rend assez pessimiste. De nombreuses expériences, d'initiatives, d'actions allant dans le sens d'une démocratisation de la culture sont le fait des établissements culturels, avec un cahier des charges imposé par leur tutelle (l'État, la Ville, ou la Région). Malgré tous les efforts pour faire en sorte que ceux qui ne vont pas à la « culture » y aillent, le résultat n'est pas là.

---

Synthèse par Françoise Le Berre  
membre du Cercle<sup>3</sup>

<sup>3</sup> - Le texte intégral de cette synthèse est disponible sur le site du Cercle à l'adresse <http://cercle-condorcet-de-paris.org>,

### LA PRÉSIDENTENCE MACRON À L'ÉPREUVE DU TEMPS DÉMOCRATIQUE

Jean-Daniel Lévy <sup>1</sup>

---

« Venant d'un institut de sondage, le réflexe le plus commun serait de considérer a priori que mes propos seront faux ou biaisés, que certains faits seront imaginaires ou que ma connaissance est plus ou moins nette ». Un tel préambule énoncé, Jean-Daniel Lévy précise les moyens de ses analyses. Le fait d'être en permanence à l'écoute des populations interrogées sur des sujets très différents permet aux « sondeurs » de recueillir des éléments d'analyse différents de ceux des hommes politiques qui s'informent le plus généralement dans la presse. Le résultat de leurs analyses peut donc paraître quelquefois surprenant, voire différent de celui des analyses auxquelles nous procédons avec nos moyens de connaissance mais n'en reflète pas moins l'opinion de la population française.

La situation actuelle, en présence des « gilets jaunes », résulte de facteurs anciens. La France est un vieux pays passionné de politique, guidé par des principes, où l'on déteste les politiques et dont l'Etat s'est construit avant la Nation. Le premier de ces principes constitutifs depuis 1789 est l'Égalité. Le second, est celui inculqué par le Conseil National de la Résistance à travers nos différents systèmes de solidarité et l'indispensable compensation entre biens portants ou malades, ruraux et urbains, personnes qui ont une activité professionnelle et celles qui n'en ont plus. Ces deux dimensions ressortent de manière profonde lorsqu'on interroge nos concitoyens sur les fondements de la société française. Ce n'est pas le marché ni les individus qui doivent diriger l'intérêt national. Ce sont les politiques.

#### • Une position identitaire partagée ?

La dernière élection présidentielle a pour partie répondu à ce double enjeu. Emmanuel Macron était relativement jeune et avait une expérience professionnelle reconnue, correspondant pour l'essentiel au portrait type du Président de la

République idéal. Il y a 18 mois encore, il était considéré comme ayant une honnêteté intellectuelle, une probité économique et incarnait le dynamisme, arrivant à concilier et la gauche et la droite autour de sa personne, certes davantage qu'un projet politique.

A chaque élection présidentielle précédente, que ce soit en 1981, 2002, 2007, 2012, un thème politique prévalait. La gauche au pouvoir, la fracture sociale, le « travailler plus pour gagner plus » sont autant de thèmes qui, jusqu'alors ont donné le rythme politique. En 2017, nous n'avons pu tester une quelconque orientation politique constitutive du vote en faveur d'Emmanuel Macron. Son score au premier tour, 24 %, a été historiquement faible. Le vote utile par rapport à des duels peu souhaités ; Marine Le Pen/Jean-Luc Mélenchon ou Jean-Luc Mélenchon/François Fillon, François Fillon et Marine Le Pen, a probablement prévalu sur le choix politique, Emmanuel Macron devenant le recours.

Entre les deux tours, peu de Français peuvent considérer que le débat a été profitable à Marine Le Pen. En dépit de ce débat, le Front National a encore progressé de 13 points. Vingt-cinq pour cent des électeurs ont pris un bulletin Le Pen. Peut-on parler alors d'engouement pour le macronisme ? S'agit-il d'une évolution totalement nouvelle ? Absolument pas. Depuis 2011, le FN est passé du libéralisme économique à une composante sociale (République, laïcité, légalité). En même temps, Marine Le Pen a remplacé son père. Aux Européennes de 2014 le FN est arrivé en tête avec 24% des voix, devenant la 1ere force de France. Aux Départementales 2015 il a fait 27% et aux Régionales 2015 : 28%.

Au lendemain de l'élection d'Emmanuel Macron, gagnée principalement sur sa personne, les tensions politiques précitées sont présentes. Les élections législatives ont été marquées par un record absolu d'abstention. Moins d'un français sur deux a voté au premier tour. Au deuxième tour, moins de 43% des français se sont déplacés, avec un objectif simple : donner une majorité au Président.

---

<sup>1</sup>- Jean-Daniel Lévy est Directeur du Département Politique & Opinion chez Harris Interactive



- L'épreuve du pouvoir

A l'épreuve du pouvoir, quelques micros-événements ont permis de constater que la tension sous-jacente persistait. Deux annonces concomitantes de mesures pourtant conformes à la logique du programme électoral ont pu déstabiliser la confiance des français en leur Président : l'annonce de la baisse de 5 euros des APL et la suppression de l'ISF. Nous sommes mi-juillet 2017. Alors qu'à l'issue de la remontée des Champs-Élysées dans le command-car et de sa prise de pouvoir, Emmanuel Macron était passé assez remarquablement, aux yeux de l'opinion, de personnalité « jeune » à « compétente », le doute s'installe sur la finalité du projet politique qui est mené sous l'autorité du Président de la République. Malgré cela, la réforme du code du travail n'engendre pas plus de réactions que n'en avait engendré en son temps la loi El Khomri, les sondés considérant qu'elle avait été largement annoncée en amont et qu'il fallait, comme pour ses prédécesseurs, laisser le Président gouverner avant de le juger et qu'à leurs yeux, contrairement aux orientations hors mandat de François Hollande, il n'y a eu ni trahison ni rupture d'égalité, voire ouverture à la réforme.

Les Français jugent plus leur personnel politique sur les valeurs que sur leurs résultats.

Les annonces concernant la baisse des APL et l'ISF ont stoppé tout cela, d'autant que des petits incidents sans importance potentielle apparente ont commencé à laisser s'étendre l'appellation peu porteuse en France de « Président des riches » et la qualification « d'arrogant », deux vocables qui apparaissent le plus souvent dans les réponses des sondés, y compris dans celles de ses électeurs.

C'est plus précisément à la suite de quatre micro-événements que la chute de la cote de popularité du Président a commencé : installation d'une piscine au fort de Brégançon, achat de vaisselle par l'Élysée, utilisation d'un avion Falcon pour parcourir quelques dizaines de kilomètres ainsi qu'une fête de la musique décalée, ceci en l'absence de toute décision politique ou économique majeure. Ensemble d'excès qui ont valu à l'intéressé une perte immédiate de 7 points de popularité, ce dernier étant considéré désormais par l'opinion non seulement comme Président des riches, arrogant, élu pour servir mais vu en position de se servir.

Dans ce contexte, l'affaire Benalla survient. En août, les mauvaises nouvelles économiques commencent à tomber. Le chômage ne baisse pas, la croissance économique est atone, les inégalités ne sont pas amenées à se réduire et la patience française devant la libéralisation tombe, impliquant au moins partiellement la remise en cause des capacités d'Emmanuel Macron à mener à bien son projet politique. Les départs du gouvernement de Nicolas Hulot, ministre le plus populaire et celui de Gérard Colomb, accompagnés dans les deux cas de critiques personnelles ont contribué à détériorer ce lien. Lorsque le mouvement des « gilets jaunes » éclate, la popularité du mouvement est très importante. A ses débuts, 77% des français y sont favorables. La France qui se mobilise ne veut pas porter le chapeau et y compris parmi les plus aisés, on considère que ce n'est pas aux plus pauvres de payer.

Les classes moyennes inférieures alors qu'elles font des efforts, n'ont pas droit aux aides sociales comme ceux qui sont juste en dessous, elles aussi obligées de s'éloigner de plus en plus loin des grands centres urbains pour se loger alors que les mesures gouvernementales ont surtout bénéficié aux plus riches.

A ce moment, nous dit Jean-Daniel Lévy, nous sommes dans une situation proche de celle de 2001, à la suite de la mise en place des 35 heures qui s'est traduite par une défaite cuisante de la gauche aux élections municipales ainsi qu'à celle, mémorable, de Lionel Jospin à l'élection présidentielle de 2002.

- Que peut faire alors la Présidence Macron dans ce temps démocratique nouveau ?

Comme nous l'avons vu, les français raisonnent plus en termes de valeurs qu'en termes économiques. Lionel Jospin avait réussi à réduire sensiblement le chômage et a perdu les élections. En 1988, François Mitterrand a laissé un million de chômeurs en plus et a été réélu. François Hollande a réussi, études INSEE à l'appui, à en inverser la courbe mais n'a pas pu pour autant se représenter. Jean-Daniel Lévy considère la non défense des valeurs de gauche, par l'intéressé comme la cause majeure de la faiblesse de sa popularité. La loi El Khomri et le projet de déchéance de nationalité en seraient la cause.

La période à venir sera surtout marquée par l'évolution du mouvement des « gilets jaunes » et par les élections européennes. Il s'agira donc pour le pouvoir en place d'aller sur ce registre des valeurs qui ne tiennent pas forcément compte de l'efficacité de nos systèmes sociaux.

En ce qui concerne les élections européennes, ce débat sur les valeurs sera prégnant. En 2005, le débat avait porté principalement sur la confiance dans le projet européen, sur la place de la France et à son image dans l'Europe. Une Europe dont le poids politique serait supérieur à celui des marchés et dans laquelle l'aspiration française à l'égalité serait préservée.

Aujourd'hui encore, l'aspiration des Français est

celle d'une Europe qui ressemblerait à peu de choses près à la France idéale. Cette France qui n'a pas pour autant une aspiration au compromis, avec ce type de facéties qui fait répondre aux français par la négative quant à l'appréciation de leurs services publics et positive quant à leur mise en place au niveau européen.

La réponse au mouvement des « gilets jaunes » et la façon dont le pouvoir la traitera aura probablement une grande influence sur la période à venir, compensant ou non la forte démobilisation de la part de ceux qui sont en faveur du projet européen.

---

Synthèse par Jean-Michel Eychenne  
membre du Cercle

---

### Plénières « Pays de l'Est »

---

Deux réunions plénières du Cercle Condorcet de Paris se sont tenues respectivement les 21 février et 21 mars derniers, la première consacrée à la Hongrie, avec SE Georges Karolyi, Ambassadeur de Hongrie en France et la seconde, animée par Julien Vercueil et Jean-Pierre Pagé, consacrée au Tableau de bord des pays d'Europe Centrale et Orientale et de l'Eurasie.

Les synthèses correspondantes seront publiées conjointement dans la prochaine Lettre du Cercle. Vous pouvez toutefois en écouter dès à présent les enregistrements sur le site du Cercle à l'adresse <http://cercle-condorcet-de-paris.org>,

---

### Tribune libre

#### LES DAMNÉS DU TERRITOIRE

par Bernard Wolfer <sup>1</sup>

---

S'emparant des ronds-points, portant des gilets jaunes, quelques deux cent à trois cent mille français ont exprimé leur colère et leur ressentiment contre l'augmentation du carburant et des taxes en général. S'adressant au « Prince », c'est à dire au Président de la République, certains de ces nouveaux Jacques ont demandé sa démission, au-delà de la suppression des taxes honnies, et la mise en œuvre de référendums d'initiative citoyenne . Mais point de projet politique, social, économique, sinon une multitude de propositions souvent sans liens, la revendication d'un

« pouvoir d'achat » résumant l'essentiel de leur quête. Opposant une France d'en haut à une France d'en bas. Comme l'avaient fait les indignés, Occupy Wall Street et Nuit debout. Mais ils ne sont pas les mêmes.

Refusant tout leader, toute médiation, ne voulant rien négocier, exigeant des rencontres publiques, ils ont, depuis le 17 novembre 2018, transformé leurs colères en manifestations régulières, sur les grandes places et avenues urbaines, de certaines grandes villes (mais pas toutes), les plus spectaculaires et parfois les plus violentes se déroulant à Paris.

---

<sup>1</sup>- Président du Cercle Condorcet de Paris

Ce mouvement a déjoué toute prévision et suscité de nombreuses analyses, articles, publications et mises en images. En France et dans le monde. Nombre d'intellectuels ont tenté de comprendre les origines de ce mouvement, réussissant le mieux à en montrer les originalités, plus que les fondements : il est plus facile d'utiliser ses grilles d'analyse, les ressemblances avec d'autres mouvements de l'histoire, que d'en imaginer de nouvelles. Jacques, poujadistes, populistes, mouvement populaire ou révolte de consommateurs, les grands écarts de points de vue sont remarquables. Ils portent chacun une part de vérité, tant ce mouvement de révolte est protéiforme. C'est à la fois sa force, car il n'est pas là où il pourrait être attendu, et sa faiblesse, car ses membres peinent eux même à définir ce qu'ils sont, entre parcours individuels, largement décrits, et destin collectif en construction. C'est d'ailleurs pour cela que s'ils appartiennent au peuple, ils ne sont pas le peuple.

D'autant plus que les « gilets jaunes » ont marqué eux-mêmes leur spécificité. Français moyens, habitant non loin de ronds-points ou de supermarchés, ayant besoin de leur voiture pour accomplir la plupart de leurs gestes quotidiens : aller au travail, chez le médecin, à l'école, faire les courses.

Ils n'appartiennent pas au monde urbain traditionnel. Ils sont le produit du mouvement de notre société depuis les années soixante : l'étalement en tache d'huile ou en toile d'araignée, selon les cas, de nos agglomérations urbaines. Ils ont quitté les centres villes pour saisir les opportunités de se loger mieux, plus grand et moins cher, dans un environnement plus ouvert, plus près de la nature ou des campagnes. Ce fut pour beaucoup, un choix, certes dicté par des considérations économiques, mais aussi par le projet de vivre mieux loin des centres urbains. Ils ne sont donc pas non plus des exilés ou des relégués de la République, comme certains le pensent en en faisant des français périphériques, en marges. Ils s'y sont eux-mêmes installés.

Ils appartiennent à une France sans distinction autre que leur non-appartenance (en général) aux centres urbains, aux banlieues et aux métropoles. Ils sont sur des territoires ! Autant dire des non-lieux. Et ils en ont assumé formidablement le symptôme en manifestant sur des ronds-points ou des parkings.

A-t-on mesuré combien l'aménagement du territoire, depuis les années 1960, désigne une conception géographique quasi militaire de l'espace ou au mieux technocratique ? Il en a résulté la création de « métropoles », dites d'équilibres, que la décentralisation n'a fait que renforcer.

Construire des routes, des aéroports, des zones industrielles, des zones d'activités, des barres d'immeubles, des quartiers, et enfin, pour relier ces ensembles, des ronds-points. Les espaces pourtant de longue date occupés par les hommes deviennent des territoires à coloniser par des objets urbains qui ne constituent pas d'urbanité. Une fois ceux-ci posés, l'essentiel reste à faire, et c'est difficile. On a assez dit la désertification de nombreux centres urbains par la concentration des commerces en des zones commerciales (parfois énormes), sommets du monde moderne établis sur des plateaux agricoles, autour desquels se rassemblaient ensuite habitats, usines et bureaux en ordres dispersés, anarchiques, par des effets d'attraction ?

Il y eut certes des programmes, des schémas directeurs d'aménagement, dont les villes nouvelles sont devenues les emblèmes majeurs. Mais ce furent surtout des noyaux de concrétion. La faible maîtrise foncière de ces ensembles a favorisé l'expansion anarchique autour des axes routiers, la spéculation foncière étant très généralement le moteur profitable de l'investissement immobilier. Nous avons grâce à cela les plus grandes entreprises de BTP en Europe et même dans le monde.

Pourtant la question du logement est loin d'être réglée, et même le mal logement reste important. La solution de la maison individuelle, encouragée par les pouvoirs publics à côté des programmes immobiliers collectifs a créé de nouveaux problèmes, sans régler les anciens. Risquons même l'idée que cette solution n'a plus, depuis longtemps, d'avenir. Ce que beaucoup pensaient être une belle solution de vie libre se révèle en fait un enfermement sans barrières, d'autant plus quand les emplois se sont éloignés. Elle est aussi dévoreuse d'espaces, et peu compatible avec un développement soutenable.

Le mouvement des « gilets jaunes » met en

évidence que le logement doit être relié, alors qu'il est de moins en moins urbain. La voiture, longtemps considérée comme un outil de libération est devenue une contrainte et un coût. La distance s'accroît pour de nombreux services, et habiter loin coûte finalement plus cher, surtout si les revenus sont faibles et/ou irréguliers. Cette situation crée une nouvelle population éloignée de l'enseignement, de la culture, des lieux collectifs.

Il a été largement dit par de nombreux « gilets jaunes » qu'ils trouvaient dans les ronds-points une sociabilité qu'ils n'avaient pas chez eux. S'exprime ainsi le fait que leur inscription dans des territoires anonymes est un facteur d'isolement. Ils devraient d'ailleurs convenir que bien souvent, ils ont eux-mêmes cherché cet isolement (maison, jardin, campagne), participant à un mouvement d'individualisation, mais aussi d'anomie. Ils n'en ressentent que plus fortement un sentiment d'abandon social.

On pourrait comprendre ainsi leur exigence absolue de meilleurs moyens de vivre en interpellant l'autorité supposée suprême de l'Etat, et non quelque autre responsable public ou privé. Entre eux et le Prince, il n'y a pas d'intercesseur. Ils ne veulent pas de clercs pour les représenter et ils sont contre les règles. Leur violence exprime le rejet de tout ce qui leur est étranger, dans des lieux qui deviennent la représentation de ce qu'ils honnissent : les places des centres villes et leurs vitrines. En ce sens, ils sont bien un mouvement de société nouveau, sans référence possible au passé, quoiqu'on en ait dit.

Mais que peuvent-ils alors espérer, sinon rester des damnés du territoire ?

Il y aurait pourtant dans ce mouvement des raisons d'espérer autre chose que des mesures de soutien du pouvoir d'achat. Les quelques dix milliards accordés par l'Etat sont certes un résultat positif à court

terme. Ce soutien de la demande, qui va à l'encontre de la politique du gouvernement, va soulager momentanément une petite classe moyenne et relancer un peu la croissance. Mais cela ne changera rien à la vie de la plupart, car leurs problèmes sont ailleurs. Comment faire que ces « territoires » deviennent des espaces vivants, que leurs habitants soient des citoyens à part entière, que de là viennent des innovations économiques, sociales, culturelles et politiques ? Des centres d'activités ? Ne faudrait-il commencer par socialiser le foncier au bénéfice de projets collectivement pensés ?

R-L Stevenson notait l'étonnement de l'un de ses personnages « marchant la nuit dans Londres (le Londres en extension) si longtemps dans un décor aussi complexe sans rencontrer ne fut-ce que l'ombre d'une aventure ? On parle de la guerre, mais c'est ici que se trouve le grand champ de bataille de l'humanité ».

Ces territoires, comme parfois les banlieues, risquent de rester des non-lieux labyrinthiques sans aventure et sans personnalité, donc, sans avenir. C'est sans doute aux hommes et aux femmes qui y vivent de contribuer à en faire autre chose qu'un nouvel espace dortoir, certes sans cités, mais sans travail : un espace social et citoyen où se créent de nouvelles aventures humaines.

Mais est-ce possible ?

A tout le moins c'est nécessaire !

Bernard Wolfer

### Sur le même sujet

Lire sur le site du Cercle, à l'adresse <http://cercle-condorcet-de-paris.org>, la Tribune libre de Jean-Claude Henrard « Pourquoi la révolte des « gilets jaunes » ? » et celle de Robert Bistolfi intitulée « Ce que dit aussi la popularité des « gilets jaunes » », ainsi que « Condorcet et la démocratie directe » par Bernard Wolfer.